

Le numérique, un écosystème en croissance

DANS LES EPCI DU TERRITOIRE DE COOPÉRATION



sommaire

04 Synthèse & chiffres clés

06 Qui sont les travailleurs du numérique et où vivent-ils ?

- 06 40 % des actifs du numérique n'habitent pas dans Rennes Métropole
- 08 Une activité non salariée plus équilibrée à l'échelle départementale
- 09 Les métiers de l'informatique en Ile-et-Vilaine
- 09 Des profils plus qualifiés et aux rémunérations plus élevées

10 Entreprises de services numériques et télécom en tête

- 10 L'écosystème numérique : 38 000 emplois portés par les services à Rennes et par l'industrie dans les autres territoires
- 11 Les ZAE structurent fortement l'emploi numérique

13 Une localisation préférentielle des emplois du numérique dans les métropoles ?

- 13 L'emploi numérique dans les zones d'emploi locales
- 15 Le numérique, un secteur très fortement créateur d'emploi depuis 15 ans

16 Annexes méthodologiques

** Le territoire du contrat de coopération regroupe les intercommunalités d'Ile-et-Vilaine et Dinan Agglomération*

Synthèse

Des professionnels qualifiés, aux revenus élevés, résidant principalement autour de Rennes

Le profil des actifs du numérique se caractérise par une forte part de cadres et professions intellectuelles supérieures (72 % des effectifs) et par des niveaux de revenus nettement plus élevés : 71 % d'entre eux perçoivent plus de 28 000 euros nets par an, contre 37 % dans les autres secteurs. Cette population se concentre fortement autour de Rennes, à proximité des grands pôles tertiaires. Ainsi, 61 % des actifs de la filière vivent dans ce «cœur numérique» métropolitain.

Une géographie résidentielle qui reflète une forte dynamique de l'emploi

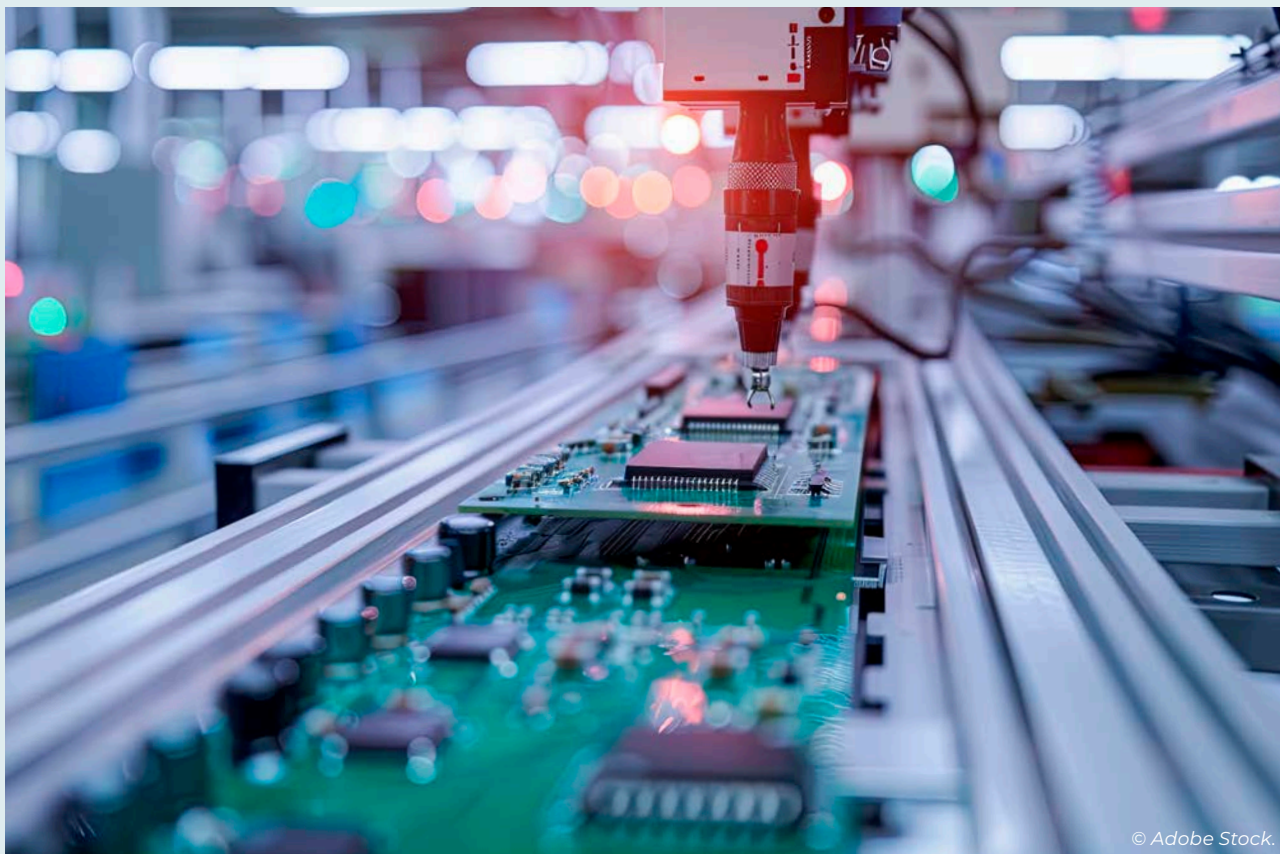
Cette polarisation de l'habitat est le reflet d'une croissance soutenue de l'emploi. Entre 2006 et 2023, les intercommunalités d'Ille-et-Vilaine et de Dinan ont connu une progression de leurs effectifs numériques de 72 %. Cette évolution est supérieure aux moyennes bretonne (+37 %) et nationale (+31 %), et s'inscrit dans une tendance où les métropoles françaises captent 95 % des créations de postes du secteur.

Un écosystème de 38 000 emplois, structuré par les services et les grandes entreprises

En adoptant une approche «écosystémique» élargie, le secteur numérique représente 38 000 emplois privés sur le territoire de coopération, notamment dans les entreprises de services du numérique (9 700 emplois) et les télécommunications (6 500 emplois). L'emploi est lui-même très concentré : Rennes Métropole regroupe 80 % des effectifs, notamment au sein de Zones d'Activités Économiques (ZAE) comme Atalante Beaulieu et Les Champs Blancs.

Une activité entrepreneuriale plus diffuse sur le territoire

Toutefois, cette concentration de l'emploi salarié est nuancée par une dynamique entrepreneuriale plus diffuse. Les 4 200 établissements non-employeurs (indépendants, auto-entrepreneurs) sont en effet répartis de manière plus équilibrée, 23 % d'entre eux étant implantés hors de la métropole et des villes moyennes.



© Adobe Stock.

Chiffres clés

CHIFFRES CLÉS DE L'ÉCOSYSTÈME NUMÉRIQUE 2023 DES INTERCOMMUNALITÉS D'ILLE-ET-VILAINE ET DE DINAN (TERRITOIRE DE COOPÉRATION)

6 actifs/10 du numérique résident dans Rennes Métropole



38 000 emplois privés

11 % des emplois privés

5 800 établissements

dont **1 350** sont employeurs



9 700 emplois privés dans
les **Entreprises de Services du Numérique**

6 500 dans les télécommunications



2 600 dans la **cybersécurité**
et les **technologies de défense**
(spécialistes cybersécurité du secteur privé)

80 % des emplois sont situés
en zones d'activités économiques

ZAE



+ 72 % de croissance des effectifs
dans le numérique entre 2006 et 2023

Les actifs du numérique sont :

72 % des cadres et professions intellectuelles supérieures
17 % dans les autres secteurs

78 % des hommes

42 % des actifs de moins de 35 ans
36 % dans les autres secteurs



Source Dataviz : Répertoire Sirene de l'Insee, données emplois du GIP-MDS, retraitements Audiar.

QUI SONT LES TRAVAILLEURS DU NUMÉRIQUE ET OÙ VIVENT-ILS ?

On compte environ 38 000 emplois salariés privés dans l'écosystème numérique, dans le territoire d'observation composé des intercommunalités d'Ille-et-Vilaine et de Dinan. Il s'agit d'un secteur clé pour la dynamique économique locale (11% des emplois privés), particulièrement innovant et créateur de richesse (cf. partie 2). Si 80% des emplois sont localisés dans Rennes Métropole, ils sont occupés par des actifs dont une part importante réside hors de la métropole. Il s'agit donc d'identifier la géographie de ces travailleurs du numérique, ainsi que leur profil.

40% des actifs du numérique n'habitent pas dans Rennes Métropole

D'après les chiffres de l'INSEE, le territoire compte 29 500 actifs dans le numérique en 2022, identifiés à partir de quatre grands secteurs d'activité : les télécommunications les activités informatiques et services d'information, la fabrication électronique et la production audiovisuelle. **Les professionnels du numérique représentent en moyenne 5,5% des actifs du département** (salariés des secteurs privé et public, ainsi que les indépendants).

Leur répartition géographique est organisée en fonction des pôles d'emplois principaux que sont le centre de Rennes, Atalante Beaulieu, les Champs Blancs et ZA Saint-Sulpice :

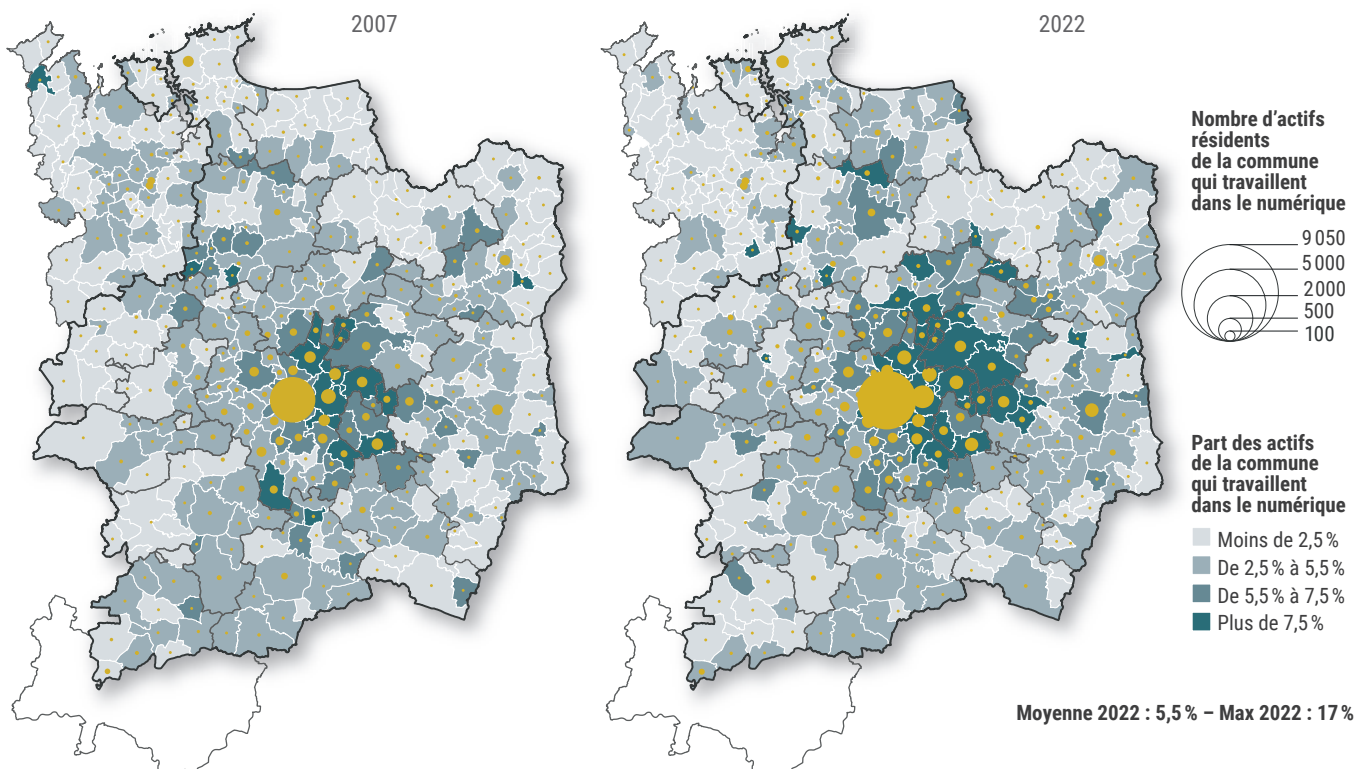
- Un premier secteur se dessine dans la métropole autour de Rennes - Cesson-Sévigné - Acigné - Thorigné-

Fouillard ; Rennes loge 9 000 spécialistes du numérique (9% de ses actifs), Cesson-Sévigné plus de 1 350 (17%) Thorigné-Fouillard, (15%), Acigné (15%) et Saint-Sulpice (14%).

- Le couloir se prolonge au-delà de la métropole à Mouazé, Chasné, Ercé-près-Liffré, Liffré et dans des communes de petites tailles comme Romazy. Le numérique rassemble de 8 à 10% des emplois dans ces communes.
- On observe des lieux de résidence également au sud (Nouvoitou, Orgères, Corps-Nuds) et vers l'est (Brécé, Châteaubourg).

En miroir, les territoires situés au-delà du Pays de Rennes affichent une présence plus diffuse de ces professions. 120 communes comptent moins de 2% d'actifs dans le numérique.

PART DES ACTIFS RÉSIDENTS DE LA COMMUNE QUI TRAVAILLENT DANS LE NUMÉRIQUE – 2007 ET 2022



Source : Insee, Activité des résidents.

QUINZE ANS DE PROGRESSION ET DE DIFFUSION
DES ACTIFS DU NUMÉRIQUE

Les données du recensement de la population indiquent une augmentation de 10 000 actifs dans les entreprises du numérique. La majorité des intercommunalités a enregistré une croissance de ses effectifs dans ce secteur. Deux tiers de ces actifs supplémentaires se sont établis au sein de Rennes Métropole, le tiers restant se répartissant dans d'autres intercommunalités. Cette évolution témoigne d'un élargissement du bassin résidentiel des actifs du numérique, avec une extension des communes concernées vers le nord et l'est. Seules

Bretagne Porte de Loire Communauté, Redon Agglomération et Dinan Agglomération ont vu leurs effectifs stagner. La proportion d'actifs résidents de Rennes Métropole est passée de 56 % à 59 %.

La plupart des intercommunalités ont un poids dans l'emploi numérique plus faible que leur poids dans la population active dédiée au numérique, à l'exception de Rennes Métropole et dans une moindre mesure Saint-Malo Agglomération. La métropole rennaise est le premier pôle d'habitat des actifs du numérique (59 %) et le principal pôle d'emploi numérique (80 % des effectifs du territoire).

RÉPARTITION DES EMPLOIS ET DES ACTIFS DU NUMÉRIQUE PAR INTERCOMMUNALITÉ – EMPLOIS 2023 ET ACTIFS 2022

EPCI	Répartition des emplois numériques (au lieu de travail) par intercommunalité en %	Répartition des actifs du numérique (au lieu de résidence) par intercommunalité en %
Rennes Métropole	80,5 %	59,2 %
Vitré Communauté	4,4 %	6,5 %
Saint-Malo Agglomération	3,0 %	2,7 %
Dinan Agglomération	2,6 %	2,7 %
Fougères Agglomération	2,4 %	3,0 %
Bretagne Romantique	1,7 %	2,5 %
Liffré-Cormier Communauté	1,5 %	3,4 %
Redon Agglomération	1,0 %	0,9 %
Côte d'Émeraude	0,7 %	0,7 %
Saint-Méen Montauban	0,6 %	1,0 %
Pays de Châteaugiron Communauté	0,4 %	3,7 %
Val d'Ille-Aubigné	0,4 %	4,2 %
Vallons de Haute-Bretagne	0,2 %	2,4 %
Brocéliande	0,2 %	1,0 %
Montfort Communauté	0,1 %	1,3 %
Bretagne Porte de Loire	0,1 %	1,7 %
Roche aux Fées Communauté	0,1 %	1,3 %
Pays de Dol	0,1 %	1,0 %
Couesnon Marches de Bretagne	0,1 %	0,7 %
Ensemble territoire	100 %	100 %

Source : Insee : Activités des résidents 2022, répertoire Sirene. GIP-MDS : emplois des établissements.

3 emplois du numérique sur 4 pratiquent le télétravail

Établie à partir des chiffres de 2022, cette géographie résidentielle est susceptible d'évoluer en fonction du déploiement du télétravail, pratique courante dans ces métiers.

D'après l'Insee et la Dares, le secteur du numérique (« information et communication ») est le plus concerné par le travail hybride. En effet, 75 % de ses salariés pratiquent le télétravail, une proportion plus de trois fois supérieure à la moyenne nationale (22 %). Cette pratique est non seulement plus répandue, mais aussi plus intensive : les salariés du numérique télétravaillent en moyenne 2,3 jours par semaine, quand la moyenne des autres secteurs se situe à 1,8 jour.

Ce recours massif s'explique par une forte concentration de cadres et de professions dont les tâches sont réalisables à distance. Le numérique devance ainsi nettement d'autres secteurs tertiaires où le télétravail est fréquent, comme les services financiers (60 %). Cette flexibilité a des conséquences directes sur la géographie résidentielle : l'étude confirme que la possibilité de télétravailler augmente significativement avec la distance domicile-travail, permettant ainsi aux actifs du numérique d'élargir leur choix de lieu d'habitation.

Source : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/8379375>

Une activité non salariée plus équilibrée à l'échelle départementale¹

La répartition géographique des 4 500 établissements non-employeurs présente un meilleur équilibre territorial que celle des emplois.

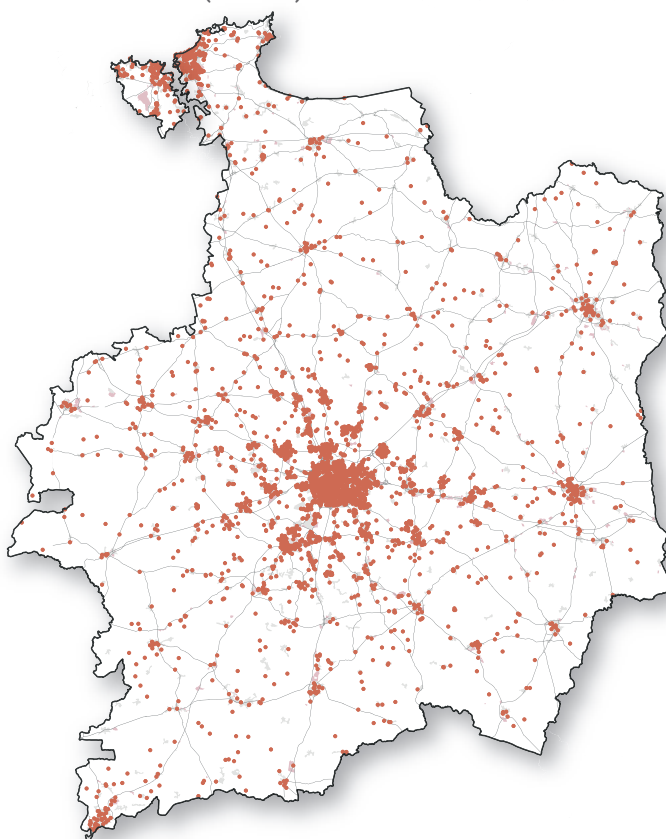
Alors que Rennes Métropole concentre 80 % des emplois et 77 % des établissements employeurs de l'écosystème numérique breillien, la métropole ne rassemble « plus que » 62 % des établissements non-employeurs. Les villes moyennes représentent 15 % des établissements non-employeurs pour seulement 11 % des emplois. Mais c'est surtout dans les autres intercommunalités que l'écart est le plus significatif : elles accueillent 24 % des établissements non-employeurs alors qu'elles ne concentrent que 6 % des emplois.

Cette répartition plus équilibrée des établissements non-employeurs traduit une dynamique entrepreneuriale diffuse sur l'ensemble du territoire. Les 1 800 entrepreneurs individuels d'Ille-et-Vilaine sont nombreux à s'être installés en dehors de la métropole : 42 % des entrepreneurs individuels ont leur siège social en dehors de Rennes Métropole (siège social qui correspond dans la plupart des cas à leur domicile).

On notera en particulier l'attractivité du littoral pour les indépendants exerçant dans le numérique.

1. Ces données ne permettent pas de déterminer si ces entreprises individuelles représentent une activité non salariée exclusive ou un complément à un emploi salarié.

LES ÉTABLISSEMENTS DE L'ÉCOSYSTÈME NUMÉRIQUE EN ILLE-ET-VILAINE (12/2023)



Sources : Répertoire Sirene de l'Insee, GIP-MDS, Bodacc, Capfinancials, Audiar.

L'auto-entrepreneuriat numérique, secteur particulièrement dynamique

L'Ille-et-Vilaine se distingue par une forte vitalité de l'entrepreneuriat dans le secteur numérique. Le département compte plus de 1 100 auto-entrepreneurs économiquement actifs, qui représentent 5,4 % de l'ensemble des auto-entrepreneurs locaux, un taux nettement supérieur à la moyenne nationale (4,1 %). Cette performance positionne l'Ille-et-Vilaine au 8^e rang des départements français, et en fait le deuxième département le plus dynamique en dehors de la région Île-de-France.

Cette position est le fruit d'une croissance particulièrement marquée. Entre 2015 et 2024, le nombre d'auto-entrepreneurs du numérique a bondi de +316 %. Cette expansion surpasse non seulement la tendance nationale pour ce même secteur (+279 %), mais aussi très largement la croissance des autres activités sur le territoire (+236 %), témoignant d'une vitalité propre à la filière numérique.

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES ÉTABLISSEMENTS ET DES EMPLOIS PAR TYPE DE TERRITOIRE, EN ILLE-ET-VILAINE

Territoire	% établissements employeurs	% établissements non-employeurs	% emplois
Rennes Métropole	77 %	62 %	80 %
Villes moyennes *	12 %	15 %	14 %
Autres intercommunalités	10 %	23 %	6 %

* Fougères, Redon, Saint-Malo, Vitré.

Sources : Répertoire Sirene de l'Insee, GIP-MDS, Bodacc, Capfinancials, Audiar.

Les métiers de l'informatique en Ile-et-Vilaine² :

DES PROFILS PLUS QUALIFIÉS ET AUX RÉMUNÉRATIONS PLUS ÉLEVÉES

Les métiers du numérique se distinguent par une proportion nettement plus élevée d'actifs aux profils qualifiés par rapport aux autres secteurs d'activité. En effet, les Cadres et Professions Intellectuelles Supérieures (CSP+) représentent 72% des actifs dans le numérique, contre seulement 17% dans l'ensemble des autres secteurs. Les professions intermédiaires constituent 22% des effectifs, une part similaire à celle observée dans les autres branches de l'économie. À l'inverse, les employés et les ouvriers sont très peu représentés, voire absents, des métiers de l'informatique. Cette structure socio-professionnelle bretonne est globalement similaire à l'échelle nationale.

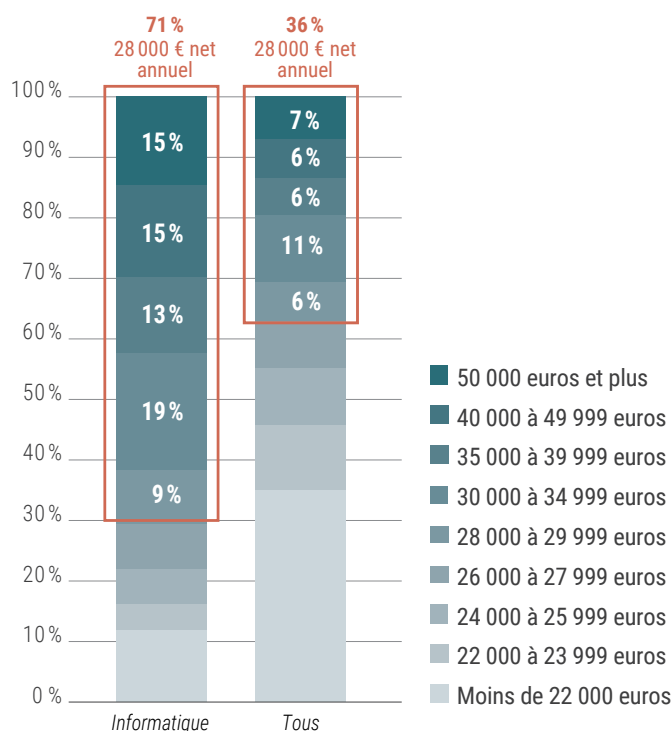
Les données de l'Insee relatives aux actifs à temps plein ayant exercé leur activité sur une période de 12 mois révèlent des revenus nettement supérieurs dans les métiers de l'informatique par rapport aux autres secteurs. Reflétant notamment la forte concentration de CSP+ dans ces professions, 71% des professionnels du numérique déclarent un revenu net annuel d'au moins 28 000 euros, contre seulement 36% pour l'ensemble des actifs des autres secteurs.

Concernant les tranches de revenus supérieures à 30 000 euros nets annuels, l'écart en faveur du secteur informatique s'accroît, atteignant près de 10 points pour chacune de ces tranches.

2. Données uniquement disponibles à l'échelle départementale.

RÉPARTITION PAR TRANCHE DE REVENU ANNUEL NET

Actifs à plein temps ayant travaillé 12 mois



Source : Insee, fichier détail recensement 2021.

PRÉCISION méthodologique

Cette comparaison porte exclusivement sur les actifs à temps plein ayant travaillé 12 mois, hors apprentis, stagiaires et alternants. Les salariés à temps partiel et ceux ayant une ancienneté d'activité inférieure à 12 mois ont été exclus afin de ne pas biaiser l'analyse des revenus. Il convient de souligner que, même parmi les actifs ayant travaillé moins de 12 mois (non inclus dans le graphique), ceux du secteur numérique affichent également des revenus significativement plus élevés que leurs homologues des autres secteurs.

DES ACTIFS PLUTÔT JEUNES ET UN SECTEUR TRÈS MASCULIN

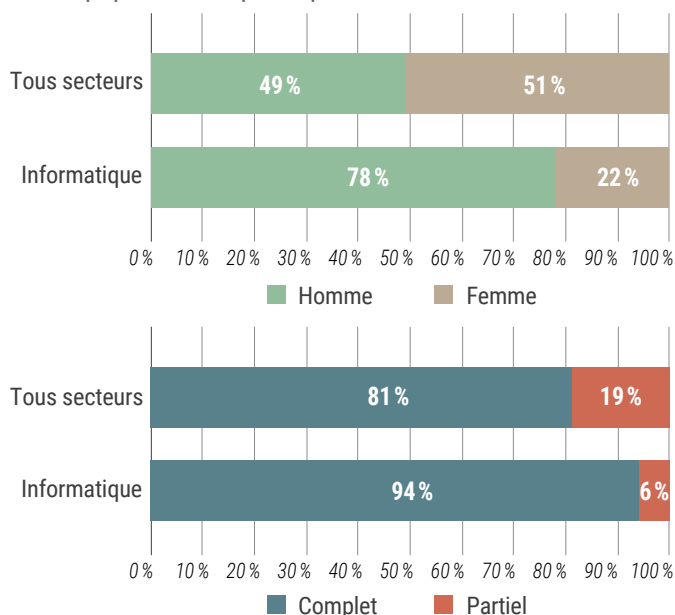
Les métiers de l'informatique présentent une forte dimension genrée. Près de 80% des actifs y sont des hommes, contre un peu plus de 20% de femmes. Le département d'Ile-et-Vilaine se caractérise par une proportion d'hommes légèrement supérieure à la moyenne nationale dans ce secteur (+2 points).

De même, le recours au temps complet est significativement plus important dans l'informatique que dans les autres secteurs (+13 points). Sur ce critère également, l'Ile-et-Vilaine se démarque, avec un écart de +2 points en faveur du temps complet par rapport à la tendance nationale.

Les métiers de l'informatique se caractérisent également par une population active plus jeune. En effet, 42% des professionnels du numérique ont moins de 35 ans, contre 36% dans l'ensemble des autres métiers.

RÉPARTITION PAR GENRE DES ACTIFS

Par temps partiel et temps complet en Ile-et-Vilaine



Source : Insee, fichier détail recensement 2021.

ENTREPRISES DE SERVICES NUMÉRIQUES ET TÉLÉCOM EN TÊTE

Une partie des entreprises du numérique n'apparaît pas dans les catégories strictement dédiées à ce secteur. Elles sont parfois classées dans des activités plus larges, comme l'ingénierie, le conseil ou d'autres codes d'activités tertiaires, ce qui limite la lecture statistique traditionnelle. Pour dépasser cette limite, l'Audiar adopte une approche « écosystème » visant à compléter la nomenclature de l'Insee. Cette méthode consiste à réintégrer ces acteurs afin d'obtenir une vision plus exhaustive des entreprises liées au numérique, qu'il s'agisse de la fabrication de composants, du développement logiciel, des services de conseil ou des télécommunications.

L'écosystème numérique : 38 000 emplois portés par les services à Rennes et par l'industrie dans les autres territoires

En adoptant cette approche « écosystémique »³, le numérique en Ille-et-Vilaine et Dinan Agglomération représente **38 000 emplois privés**, soit 11% de l'emploi salarié du territoire, répartis dans 5 800 établissements. La structure de cet écosystème diffère cependant fortement entre Rennes Métropole, dominée par les services, et le reste du département, marqué par le poids de l'industrie. La grande majorité des emplois est concentrée dans la métropole rennaise, principalement dans des activités de services et de conseil. L'emploi numérique représente 18% de l'emploi salarié privé métropolitain.

- **Les Entreprises de Services Numériques (ESN)** : principal pilier (9 700 emplois). Ce secteur est le plus important de l'écosystème. Il rassemble de grands employeurs nationaux et internationaux spécialisés dans le conseil, le développement logiciel et l'intégration de systèmes. Parmi les acteurs les plus structurants implantés dans la métropole, on retrouve *Capgemini*, *SII*, *Astek*, *CGI France* et *Niji*.
- **Les télécommunications** : un pôle historique (6 500 emplois) : le deuxième pilier de l'écosystème bénéficie de la présence historique du groupe *Orange*. Bien que les effectifs nationaux du groupe aient diminué, le site de Rennes a maintenu un volume d'emploi stable depuis une quinzaine d'années, avec une réorientation vers les services aux entreprises et la cybersécurité, notamment via son campus Orange Island et son 5G Lab.

3. Voir méthode page 18.

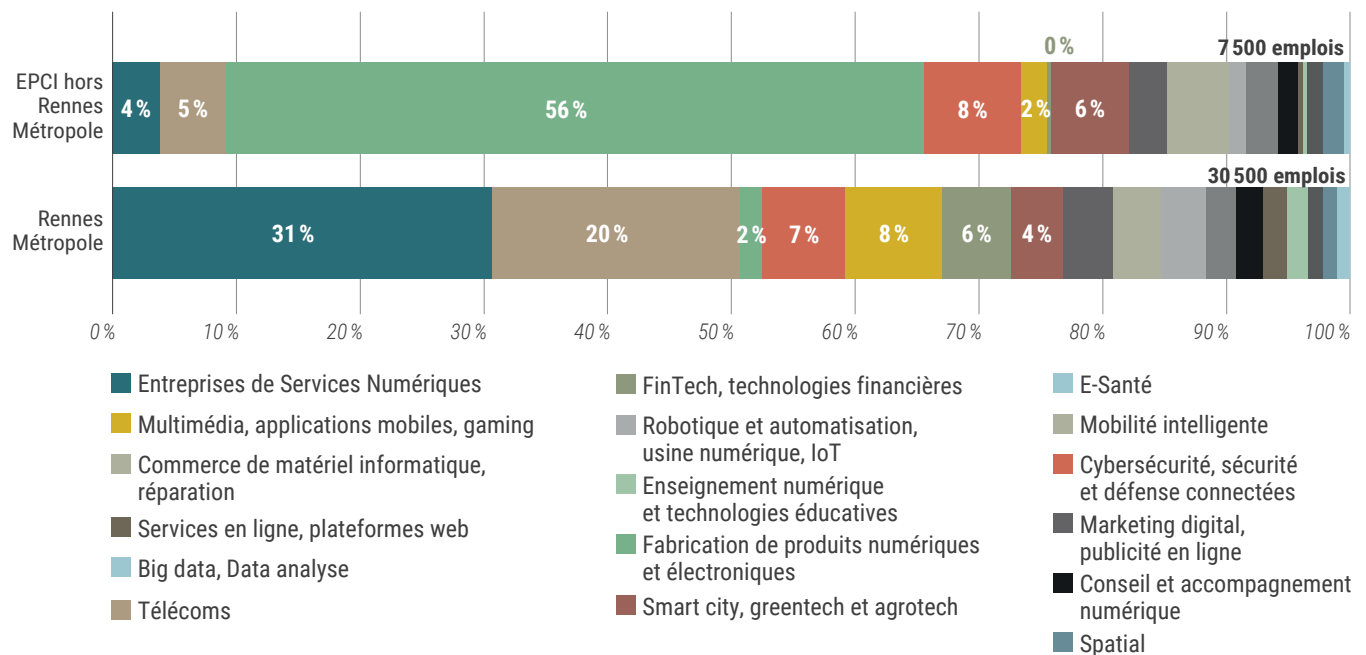
4. Ce chiffre ne comprend pas les 3 000 agents des structures publiques de la Défense.



- **La fabrication de produits numériques et électroniques (4 700 emplois)** : ce secteur industriel, très peu concentré à Rennes, est porté par de grands sites de production implantés dans les autres territoires d'Ille-et-Vilaine :
 - *Thales* à Étrelles et *Safran* à Fougères, fabricants de composants pour la Défense,
 - *Canon*, spécialiste des produits bureautiques, à Liffré,
 - *Delta Dore*, fabricant de solutions domotiques, à Bonnemain,
 - *Asteelflash*, sous-traitant électronique, à Langon,
 - *Idemia*, spécialiste de la sécurité numérique, à Vitré,
 - *Cordon Group*, fabrication, réparation et recyclage d'appareils électroniques à Dinan.
- **La cybersécurité** : un secteur d'excellence (2 600 emplois) : le territoire s'affirme comme un pôle majeur de la cybersécurité. Il s'appuie sur la présence de grands groupes comme *Orange Cyberdefense* et *Thales*, ainsi que sur un tissu dense de PME spécialisées. La majorité de ces emplois privés sont situés dans les parcs d'activités rennais⁴.
- **Autres secteurs numériques** : la métropole, particulièrement, accueille d'autres secteurs comme les technologies multimédias (*Harmonic*, *Technicolor*), le marketing digital (*Yumens*, *MV Group*), les Fintech (*Tessi*, *Avem*) et la e-santé (*BlueKanjō*, *Silbo*).

RÉPARTITION DES EMPLOIS PAR SECTEUR NUMÉRIQUE

Distinction entre Rennes Métropole et le reste du territoire d'observation



Sources : Répertoire Sirene de l'Insee, GIP-MDS, Bodacc, Capfinancials, Audiar.

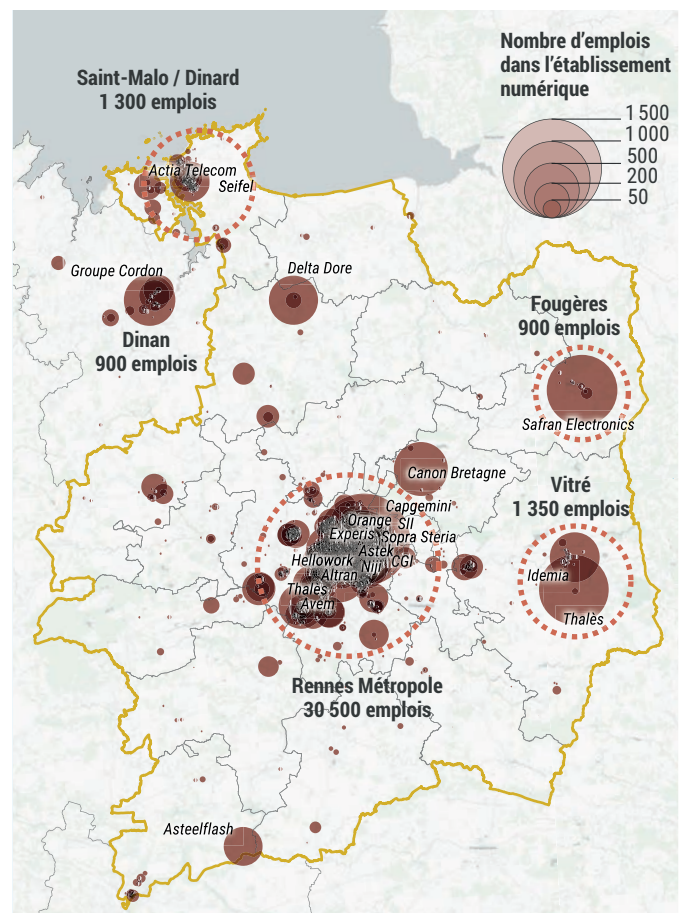
Les ZAE concentrent fortement l'emploi numérique

Près de 800 établissements employeurs et 31000 salariés (81% des emplois) appartenant à l'écosystème numérique sont implantés dans une ZAE breillienne. Tous secteurs confondus, près de 200 000 emplois de la sphère économique privée⁵ sont implantés dans des zones d'activités économiques, soit 66% de l'emploi privé.

La prédominance des ZAE est particulièrement marquée dans les territoires ruraux et les villes moyennes, où la quasi-totalité des emplois numériques est concentrée. L'emploi dans l'écosystème numérique dans ces territoires est porté par quelques grands employeurs spécialisés dans la fabrication de composants électroniques et informatiques.



L'EMPLOI DANS L'ÉCOSYSTÈME NUMÉRIQUE EN ILLE-ET-VILAINE ET À DINAN AGGLOMERATION AU 12/2023



Sources : Répertoire Sirene de l'Insee, GIP-MDS, Bodacc, Capfinancials, Audiar.

5. Structures publiques et parapubliques exclues (collectivités, établissements publics, syndicats mixtes).

TOP 10 DES ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES COMPTANT LE PLUS D'EMPLOIS DANS L'ÉCOSYSTÈME NUMÉRIQUE

ZAE	EPCI	Emplois	Établissements employeurs
Atalante Beaulieu	Rennes Métropole	5 700	50
ZA les Champs Blancs	Rennes Métropole	4 900	55
ZA Saint-Sulpice	Rennes Métropole	2 500	48
Ecopôle Sud-Est	Rennes Métropole	1 900	72
Euro Rennes	Rennes Métropole	1 100	42
Ételles Piquet Sud	CA Vitré Communauté	Entre 500 et 1000 *	2
ZA la Courrouze	Rennes Métropole	Entre 500 et 1000 *	14
Zone Sud	Saint-Malo Agglomération	Entre 500 et 1000 *	20
Ker Lann	Rennes Métropole	Entre 500 et 1000 *	12
Atalante Champeaux	Rennes Métropole	Entre 500 et 1000 *	15

* Des tranches d'effectifs ont été ajoutées pour certaines ZAE afin de respecter la règle d'anonymisation de la donnée requise par la source.

Sources : Répertoire Sirene de l'Insee, GIP-MDS, Bodacc, Capfinancials, Audiar.

Les **dix zones d'activités** les plus importantes en termes d'effectifs salariés dans le numérique cumulent **près de 20 000 emplois** et 330 établissements employeurs. Parmi ces dix zones d'activités, huit appartiennent à Rennes Métropole.

TOP 10 DES EMPLOYEURS DU NUMÉRIQUE

Entreprise	Tranche d'effectifs	Commune(s)	Secteur(s)
ORANGE	Plus de 5 000	Cesson-Sévigné, Rennes, Saint-Grégoire, Saint-Jacques-de-la-Lande	Télécoms, commerce, ESN, cybersécurité
CAPGEMINI TECHNOLOGY SERVICES	Plus de 1 000	Cesson-Sévigné	ESN
THALES	Plus de 1 000	Ételles, Saint-Jacques-de-la-Lande	Fabrication de produits numériques et électroniques
SAFRAN ELECTRONICS & DEFENSE	Entre 500 et 1 000	Fougères	Fabrication de produits numériques et électroniques
SOPRA STERIA GROUP	Entre 500 et 1 000	Cesson-Sévigné, Chartres-de-Bretagne, Saint-Grégoire	ESN
SII	Entre 500 et 1 000	Cesson-Sévigné	ESN
DELTA DORE	Entre 500 et 1 000	Bonnemain, Tinténiac	Fabrication de produits numériques et électroniques
CANON BRETAGNE	Entre 200 et 500	Liffré	Fabrication de produits numériques et électroniques
EXPERIS FRANCE	Entre 200 et 500	Cesson-Sévigné	ESN
CORDON ELECTRONICS	Entre 200 et 500	Quévert	Fabrication / réparation de produits numériques et électroniques

Sources : Répertoire Sirene de l'Insee, GIP-MDS, Bodacc, Capfinancials, Audiar.

UNE LOCALISATION PRÉFÉRENTIELLE DES EMPLOIS DU NUMÉRIQUE DANS LES MÉTROPOLES ?

Après avoir décrit l'écosystème numérique du territoire, cette section élargit l'analyse pour situer les zones d'emploi locales dans un cadre comparatif. Elle examine l'évolution des effectifs numériques entre 2006 et 2023, en confrontant les dynamiques observées dans les intercommunalités d'Ille-et-Vilaine et de Dinan à celles de la moyenne nationale et des territoires de taille similaire, afin de caractériser les dynamiques locales.

L'emploi numérique dans les zones d'emploi locales

Le secteur numérique affiche une forte progression de l'emploi à l'échelle nationale avec 249 000 emplois créés entre 2006 et 2023, soit une hausse de 31 %. Cette croissance est plus soutenue que le reste de l'économie privée, qui n'a progressé que de 12 % sur la même période.

Les territoires montrent cependant des trajectoires différenciées. La Bretagne suit globalement la tendance nationale avec une progression de 38 %, supérieure de 7 points à la moyenne française (+31 %). Les zones d'emplois métropolitaines dans leur ensemble se distinguent avec une croissance plus soutenue de +48 %. Les intercommunalités d'Ille-et-Vilaine et de Dinan ont, pour leur part, enregistré une croissance de 72 % des effectifs du numérique.

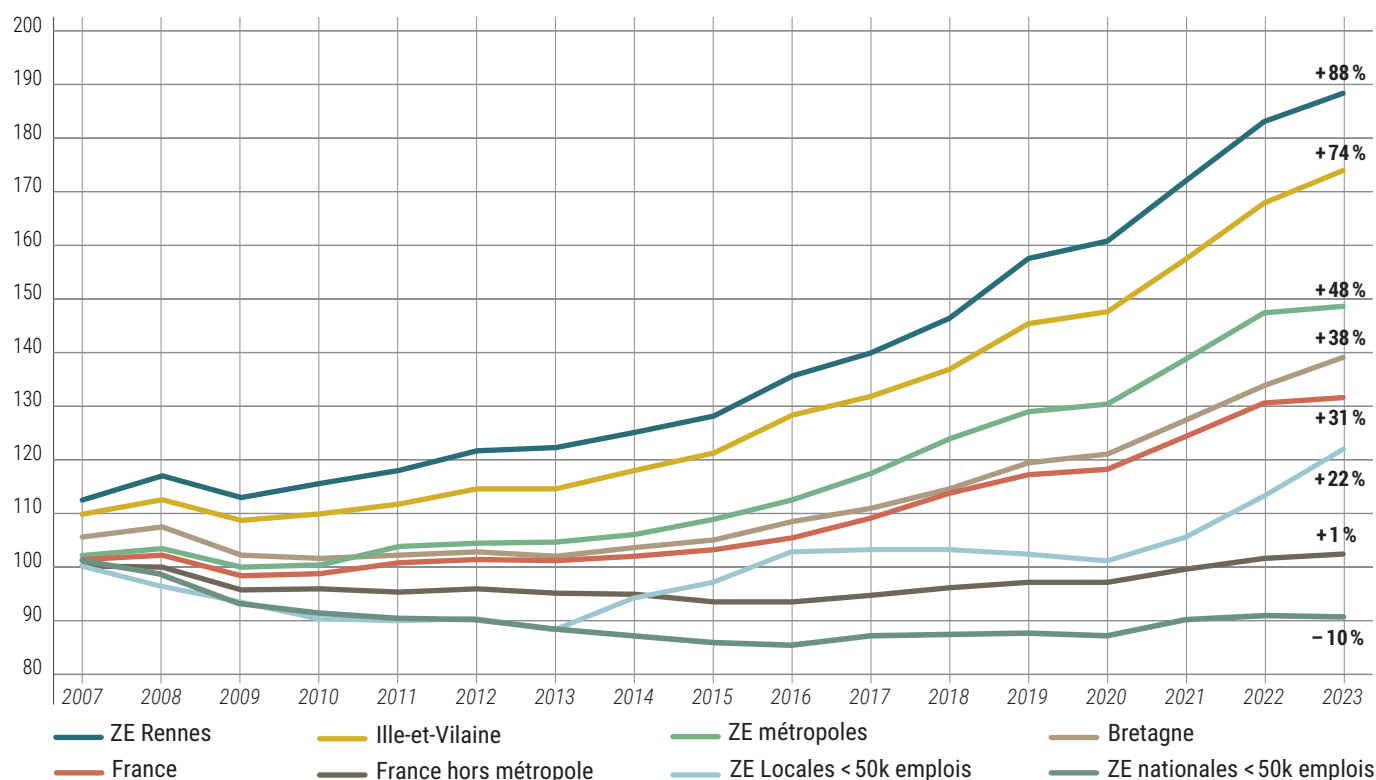
PRÉCISION méthodologique

Ces données sur l'emploi salarié (source Urssaf) ne sont pas comparables au chiffre des actifs (source Insee). Les sources (déclarations sociales nominatives vs recensement de la population), les concepts mesurés et les périmètres d'analyse (l'Urssaf utilisant une nomenclature d'activité plus fine) diffèrent.

ZONE D'EMPLOI DE RENNES

En 2023, la ZE de Rennes accueille 24 600 emplois numériques soit plus de 80 % des effectifs du département élargi et concentre plus de 90 % des emplois créés depuis 2006. La zone d'emploi de Rennes se démarque particulièrement des autres zones métropolitaines par la forte augmentation de 88 % de ses effectifs dans le numérique, soit 11 500 emplois créés et 64 points de plus que dans le reste de son économie privée (+24 %).

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ DANS LE NUMÉRIQUE ENTRE 2006 ET 2023



Source : Fichier emploi salarié Urssaf. Traitements Audiar.

EMPLOI DANS LE NUMÉRIQUE PAR ZONE D'EMPLOI

Zone d'emploi	2006	2023	Évolution 2006-2023	Évolution 2006-2023 en %
Rennes	13 087	24 637	11 550	+ 88 %
Vitré	961	1 746	785	+ 82 %
Saint-Malo	1 106	1 312	206	+ 19 %
Dinan	778	1 059	281	+ 36 %
Fougères	955	967	12	+ 1 %
Redon	605	362	- 243	- 40 %
TOTAL	17 492	30 095	12 603	+ 72 %

Source : fichier emploi salarié Urssaf, traitements Audiar.

LES AUTRES ZONES D'EMPLOI LOCALES

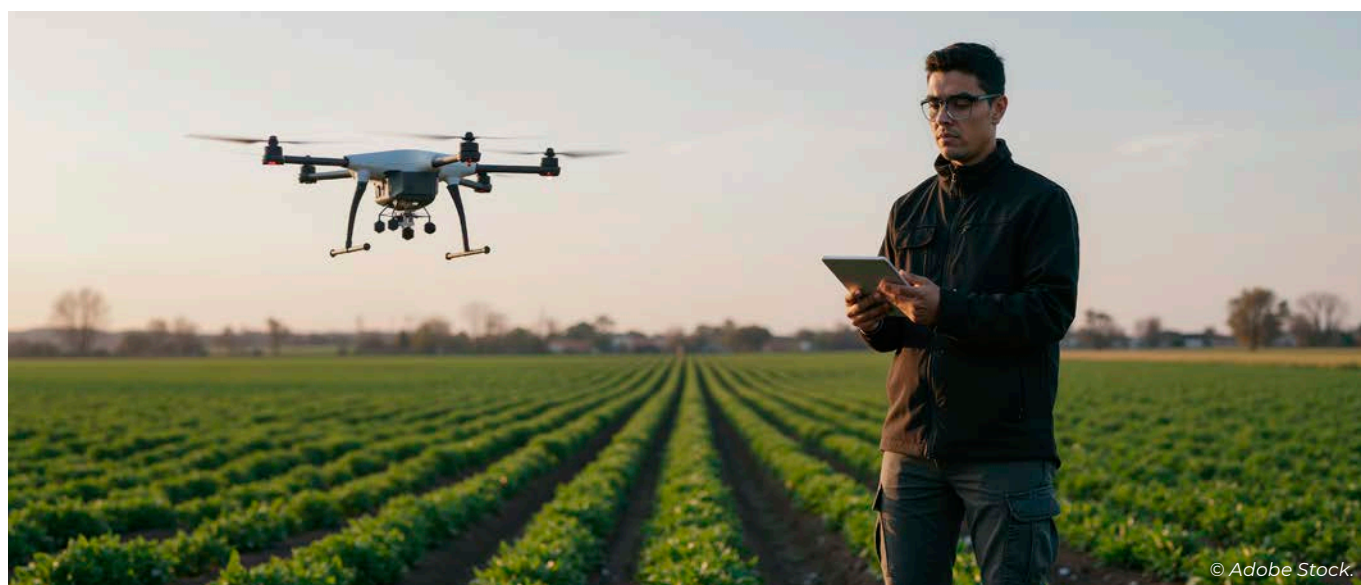
En Ille-et-Vilaine comme ailleurs en France, l'emploi numérique reste encore concentré dans les grandes métropoles. Hors de ces pôles, il demeure relativement peu développé. En périphérie, le secteur numérique est davantage orienté vers la fabrication de matériel et de composants électroniques (« hardware ») que vers le développement logiciel et les applications (« software »).

Les zones d'emploi françaises comptant de 20 000 à 50 000 emplois, tous secteurs confondus, ont accusé une perte de 11% de leurs emplois salariés dans le numérique et la fabrication électronique entre 2006 et 2023. Toutefois, les zones d'emploi locales présentent des situations plus favorables :

- **Vitré** (31 000 salariés au total dans la ZE) a bénéficié d'une forte croissance de ses effectifs dans la fabrication électronique, notamment pour les secteurs de l'aéronautique et de la défense. Cette dynamique est principalement portée par la croissance du groupe *Thales* ainsi que par d'autres entreprises telles qu'*Ide-mia* (sécurité numérique, biométrie, identification et analyse de données et de vidéos), ou *Lithos* (fabrication de circuits imprimés).
- **Saint-Malo** (40 000 emplois tous secteurs confondus dans la ZE) a vu ses effectifs augmenter de 20 %. Cette progression est soutenue par des entreprises comme *Seifel* (applications pour les réseaux d'énergie et de

télécommunications), *Korben* (e-business et gestion de la relation client du Groupe Beaumanoir) et *Asica* (fabricant de cartes électroniques).

- Dans la zone d'emploi de **Fougères** (21 500 emplois dans la ZE), bien que les effectifs de *Safran* stagnent depuis une quinzaine d'années, le secteur numérique a néanmoins progressé de 1% en termes d'emplois.
- La zone d'emploi de **Dinan** (20 000 emplois) profite d'une croissance des effectifs dans le numérique de 36% (près de 300 emplois ont été créés), portée en particulier par le *Groupe Cordon* (fabrication, réparation, reconditionnement et recyclage d'équipements électroniques) et en partie par *Arche MC2* (éditeur et développeur de logiciels à destination des professionnels de l'action sociale et du médico-social).
- En revanche, **Redon**, (17 500 emplois) a perdu 40% de ses emplois salariés liés à la fabrication électronique. Ce secteur y est principalement structuré autour d'*Asteelflash* (fabrication électronique pour la défense, l'aéronautique et le médical). Redon s'inscrit dans une dynamique moins favorable que les autres petites zones d'emploi, en effet, en France, les territoires comparables comptant moins de 20 000 salariés ont perdu 8% de leurs effectifs dans le numérique et la fabrication de composants électroniques.



© Adobe Stock.

Le numérique, un secteur très fortement créateur d'emploi depuis 15 ans

UNE ÉVOLUTION MARQUÉE
PAR TROIS TEMPS DISTINCTS

2010-2015 : la reconnexion de l'emploi

La période se distingue par une croissance régulière mais modérée des emplois dans le numérique en France (+ 1,1 % en moyenne par an) et dans les métropoles françaises (+ 1,7 % en moyenne par an).

Rennes préserve son avance dans le numérique, déjà observée lors de la période 2006-2009 avec une progression des effectifs qui reste en moyenne supérieure de 17 points à la moyenne des métropoles et de 21 points supérieurs à la moyenne nationale.

Les autres zones d'emploi locales commencent à se démarquer des autres territoires comparables à l'échelle nationale, et renouent avec la croissance à partir de 2014.

2016-2023 : des créations d'emplois à très haut débit

Cette dernière phase marque une nette accélération de la croissance des effectifs, particulièrement visible dans la zone d'emploi rennaise.

La courbe de Rennes s'accroît fortement à partir de 2019, avec une accélération encore plus marquée après 2020.

2006-2009

2006-2009 : « erreur 404 » pour le numérique

Les effectifs dans le numérique rennais augmentent de + 16 % en seulement deux années, entre 2006 et 2008 avant de subir un coup d'arrêt en 2009, comme ailleurs en France. La crise financière de 2008 cause une diminution de 3 % des emplois dans le numérique, alors que les effectifs des autres secteurs de l'économie privée se maintiennent.

2010-2015

2016-2023

Les autres métropoles suivent cette tendance, mais selon un rythme moins soutenu. Le taux de croissance annuel moyen rennais est de 4,9 % contre 4,2 % pour la moyenne des autres métropoles. L'écart entre Rennes et les autres métropoles se creuse davantage en faveur de la capitale bretonne, qui atteint près de 40 points en 2023 (indice base 100 en 2006).

Comment l'Insee catégorise les secteurs d'activités dans le numérique ?

Une liste de codes d'activités de la « NAF rév. 2 » de l'INSEE a été utilisée pour lister les activités des acteurs « pure players » appartenant au secteur du numérique. Ces activités regroupent :

- le conseil et la programmation informatique, le traitement de données ;
- les télécommunications ;
- l'édition de logiciels, de jeux-vidéos ;
- la maintenance informatique, la gestion d'installations informatiques ;
- le « hardware », incluant la fabrication de composants électroniques, informatiques ;
- les entreprises commerciales et de réparation spécialisées dans l'informatique.

Néanmoins, cette lecture n'offre pas une vue complète des acteurs du numérique :

- d'une part, de nombreuses entreprises développant des logiciels, proposant du conseil et ingénierie en informatique, du traitement de données, etc., ne sont pas classées dans la liste des codes d'activités des « pures players » du numérique mais dans des codes d'activité plus généralistes comme « Ingénierie, études techniques », « Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion », « Activités des agences de publicité », des holdings ;
- d'autre part, tous les métiers du numérique ne travaillent pas dans des entreprises spécialistes du numérique. Une grande entreprise industrielle peut avoir un pôle « logiciels, applications » qui emploie des développeurs, une banque peut employer des experts en réseaux informatiques ou en cybersécurité. L'entrée « métier » n'est pas abordée ici : la source utilisée mobilise seulement une entrée « entreprise », à laquelle sont associés des volumes d'emplois sans distinction de métiers.

I ANNEXES MÉTHODOLOGIQUES

Les sources utilisées pour observer le numérique

Le répertoire Sirene de l'INSEE a servi de base de travail pour lister les établissements appartenant à des codes d'activités relevant du numérique d'après l'INSEE. Par la suite, pour construire l'approche «écosystème numérique», des sources complémentaires ont été utilisées pour détecter les entreprises numériques classées dans des secteurs «mixtes», qui contiennent à la fois des entreprises développant des logiciels, proposant de l'ingénierie et du conseil en informatique, en web-marketing... :

- les descriptifs d'activité des annonces Bodacc ;
- les descriptifs de réseaux sociaux récupérés depuis la base de données de Cap Financials ;
- les sites d'entreprises, les rapports d'activités ou rapports intégrés des entreprises ;
- des échanges avec des experts des filières du numérique ;
- divers annuaires.

Une approche «écosystème» pour une mesure plus fidèle du numérique

La nomenclature officielle de l'INSEE (NAF rév. 2) ne capte qu'une partie des acteurs du numérique, car une part significative de ces emplois se trouve dans des entreprises classées dans des catégories plus larges («Ingénierie», «Conseil», «Communication»). Pour dépasser ces limites, l'Audiar a développé une lecture «écosystémique» enrichie. En s'appuyant sur l'analyse de mots-clés et de données complémentaires, cette approche identifie l'ensemble des acteurs dont l'activité est directement liée à la conception, la fabrication ou la distribution de produits et services numériques.

Le périmètre d'observation s'articule ainsi autour de quatre grands domaines :

- 1. Les services numériques** : ce champ couvre le conseil, la programmation, l'édition de logiciels (y compris dans des secteurs spécialisés comme la e-santé ou la Fintech) et le traitement de données.
- 2. Les télécommunications** : il s'agit des acteurs qui gèrent les réseaux et les infrastructures de communication.
- 3. La fabrication et la réparation** : ce volet «matériel» regroupe les fabricants de composants électroniques ainsi que les entreprises de maintenance et de réparation d'équipements informatiques.
- 4. La distribution** : ce secteur inclut les commerces de gros et de détail spécialisés dans la vente de produits informatiques et multimédias.

Précisons que cette méthode se concentre sur les entreprises spécialistes du numérique. Par conséquent, les professionnels du numérique travaillant hors de la filière (ex : développeurs industriels, experts réseaux bancaires) ne sont pas comptabilisés ici, car ils nécessitent une analyse par profession distincte de l'approche par secteur. 8 000 emplois liés à des entreprises spécialisées dans le numérique ont été récupérés dans des codes d'activités dits «mixtes», qui mélangent des entreprises du numérique avec d'autres entreprises de conseil, d'ingénierie, de marketing, de l'industrie etc. qui ne sont pas sur des technologies ou des marchés numériques. 850 établissements ont été récupérés, dont 340 sont employeurs.

Bien que certaines entreprises soient identifiées par l'INSEE comme étant des acteurs du numérique, la plupart des secteurs de l'écosystème numérique ne sont pas observés par l'INSEE et ont été créés par l'Audiar :

- La E-Santé.
- Fintech et technologies financières.
- Greentech, Smartcity, AgriTech.
- Cloud et infrastructures.
- Spatial.
- La robotique et automatisation, l'usine numérique.
- Marketing digital.
- Cybersécurité.
- Mobilité connectée.

La méthode pour quantifier le nombre d'emplois

Cette publication utilise deux sources de données distinctes :

- Les données de l'URSSAF sont utilisées pour comparer l'évolution des effectifs dans le numérique entre différents territoires (première partie de la note).
- Les données du GIP-Modernisation des Déclarations Sociales (MDS)⁶ sont mobilisées pour obtenir précisément l'emploi par établissement.

Les méthodes de comptage de l'emploi diffèrent entre l'URSSAF et le GIP-MDS :

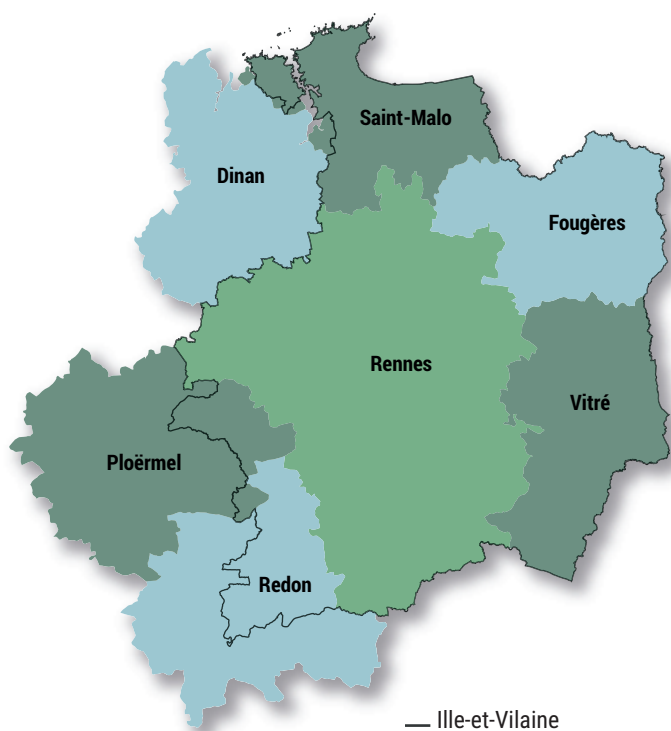
- L'URSSAF compte l'emploi en nombre de contrats, au 31 décembre de chaque année. Tout salarié compte pour un, même à temps partiel. Les alternants sont pris en compte dans le calcul.
- Le GIP-MDS fournit des données sur les effectifs moyens mensuels en utilisant le concept d'équivalent temps plein (ETP). Cette méthode de calcul attribue :
 - Une valeur de 1 pour un emploi à temps complet ;
 - Une valeur proportionnelle pour les emplois à temps partiel (par exemple, 0,5 pour un mi-temps).

La source du GIP-MDS ne prend pas en compte les alternants dans ses statistiques. Les effectifs du secteur public n'ont pas été pris en compte dans cette note. L'Audiar a utilisé les effectifs moyens connus pour le mois de décembre 2023.

6. https://entreprise.api.gouv.fr/catalogue/gip_mds/effectifs_mensuels_etablissement

Carte des zones d'emploi locales

PÉRIMÈTRES DES ZONES D'EMPLOI D'ILLE-ET-VILAINE ET DE DINAN



Sources : Insee, IGN.

PHOTOGRAPHIES DE COUVERTURE

De haut en bas :

© Adobe Stock,

© Arnaud Loubry/Rennes Ville et Métropole,

© Adobe Stock.



RÉDACTION

Kevin MORVAN

DIRECTION DE LA PUBLICATION

Alain BÉNESTEAU

CONTACT

Agence d'urbanisme de Rennes
3 rue Geneviève de Gaulle-Anthonioz
CS 40716 - 35207 RENNES Cedex 2
0299 0186 40 - www.audiar.org
communication@audiar.org



*Suivez toute l'actualité de l'agence
en vous abonnant à la Lettre d'information !*